RESISTONS ENSEMBLE

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ET SÉCURITAIRES

Bulletin n°35 • Octobre 2005

Résistons ensemble c/o CICP, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris | Recevoir ce bulletin par Internet : **resistons_ensemble@yahoo.com**
Pour le recevoir par la poste : envoyer un carnet de timbre pour dix numéros | Retrouver sur le site **www.resistons.lautre.net** informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations…

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Le nouveau rideau de fer

C'était un système de barbelés électrifiés, de mines, de mitrailleuses automatiques, de patrouilles et de chiens féroces. C'était le fameux rideau de fer qui coupait les habitants du camp soi-disant « socialiste » des pays de l'Est du reste de l'Europe. Ce rideau de fer fut démantelé par les peuples en lutte. Mais l'Europe capitaliste qui leur promettait la liberté n'a pas changé sa nature. La nouvelle Europe élargie prend, peu à peu, les habits des dictatures policières. Aux frontières extrêmes de l'Union européenne, aux colonies espagnoles de Ceuta et de Mellila située au Maroc, on reconstruit le rideau de fer. Face à des hommes et des femmes qui fuient les dictatures policières d'Afrique et leur misère, l'Europe « démocratique » envoie sa marine de guerre pour chasser des immigrés, elle envisage de créer des camps de rétentions « délocalisés » dans les pays africains complices. Aux milliers de cadavres repêchés au large de l'Espagne et de l'Italie s'ajoutent des morts mutilés accrochés au rideau de fer de Ceuta et de Mellila. Qui a tiré le premier ? Les autorités marocaines et espagnoles se renvoient la responsabilité. Mais le fait est là, on tire aux frontières de l'Europe, le mur de Berlin tant haï est reconstruit. Mais croire que cette « Europe forteresse » assurera, au moins, la paix à l'intérieur de ses murs c'est se cacher la face. L'État ne fait pas tirer chez nous sur les grévistes, pas encore, mais il leur envoie déjà le GIGN, comme contre les postiers de Bègles ou les marins corses. Il rafle des quartiers entiers à Paris : « blanc tu passes, bronzé : tes papiers », ça vous rappelle quelque chose ? Il jette dans la rue des familles, expulse des sans-papiers, brise les vies. Pendant ce temps-là, les bénéfices des entreprises ne cessent de monter.

L'Europe forteresse nous encercle dans ses frontières et dans nos rues. La nécessité de nouvelles solidarités qui dépassent les cas individuels, les frontières des pays, commence à faire son chemin. C'est là que se construit la voie de la résistance.

> Tazer X26

Après le Flashball, le Tazer X26 est la nouvelle « arme de poing non létale » de la police nationale. Le pistolet paralysant sera distribué à plus de 3000 exemplaires d'ici 2007. D'une portée de 6,50 m, il projette deux fils à aiguilles transmettant une décharge de 50000 volts. Le ministre de l'intérieur et des syndicats de police se frottent les mains, vantant les mérites d'une « arme anti-bavure », sans « effet secondaire ». En vérité on peut s'attendre au pire. Tout est réuni pour que l'utilisation du pistolet électrique se banalise comme nous le montre l'expérience américaine. Même Amnesty international tire la sonnette d'alarme dans un rapport publié en 2004. Là-bas l'utilisation du Tazer ne cesse de se développer, sans sommation, pour un rien. Plus de 70 personnes sont mortes des suites de l'utilisation de cette arme qu'on nous présente sans « effet secondaire ». C'est le cas de C. Hammonds, une jeune fille de 15 ans aspergée de gaz poivre et touchée par une de ces fléchettes de Tazer tirée par la police de Floride après un incident mineur survenu dans un car scolaire. Mais Sarkozy et les syndicats de flics se gardent bien d'en parler, ni d'expliquer les souffrances provoquées par les crampes violentes dues à la décharge électrique. En fait il suffit de presser un bouton pour infliger une véritable torture sans laisser les traces d'un tonfa ou de rangers…

* http://web.amnesty.org/library/index/fraamr511392004

> Big Brother is watching you

Un avant-projet de loi antiterroriste doit être présenté le 19 octobre au conseil des ministres. Tout voir, tout savoir, tout contrôler… le gouvernement affiche ses ambitions. L'arsenal législatif alourdi ces dernières années ne suffit pas. Il en faut plus, plus de caméra, de contrôle des déplacements, du téléphone et de l'Internet, plus de fichiers à la disposition de la police… Autant de mesures que nous promet le nouveau projet de loi présenté dans *le Monde* du 27/09/05. De nouveau, sous couvert de lutte contre le terrorisme c'est nos libertés qui partent en fumée.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

On peut faire reculer Sarkozy Guy Effeye peut passer son bac. Il a 19 ans, un petit bébé né pendant son séjour en centre de rétention. Sarkozy veut l'expulser vers le Cameroun. Ses copains du lycée Jacques Feyder à Epinay se mobilisent, ses profs se mettent en grève, avec les soutiens ils campent devant le centre de rétention. À coup de tracts ils persuadent les voyageurs de ne pas monter dans l'avion, tout en essuyant les jets de gaz au poivre à l'aéroport de Roissy... mais finalement, la lutte paye. Guy a une carte d'un an. C'est une petite victoire, partielle et fragile, mais elle en appelle d'autres, des cartes de 10 ans pour 10000 autres lycéens sans-papiers.
Info : http://www.educationsansfrontieres.org

Echec de Sarkozy à Pau En 2003 un poste de police est incendié dans le quartier de l'Ousse (voir RE n°11 octobre 2003). Cet incendie est attribué aux jeunes qui auraient agi en représailles après l'assassinat d'un des leurs, dont l'auteur a eu un verdict très clément. Sarkozy s'était tout de suite précipité à Pau en jurant que les incendiaires seraient retrouvés dans les 3 mois. Du coup, l'enquête policière montée de toutes pièces a amené 8 jeunes devant la cour d'assises. Les avocats ont pu démontrer qu'ils n'avaient rien à voir dans cette affaire, alors que le procureur a demandé de 6 à 12 ans de réclusion. Échec de Sarkozy, le jury populaire vient d'acquitter les accusés, mais la vengeance gouvernementale n'a pas de limite, le Parquet vient de faire l'appel contre cet acquittement.

Relaxé mais coupable Brice Petit, un professeur de littérature poursuivi pour outrage et incitation à l'émeute a été relaxé concernant ces accusations mais condamné à 3 000 euros pour diffamation. En Avril 2004 il s'était indigné face à une interpellation policière extrêmement violente. Le texte diffamant rendu public ne faisait que relater ces événements (à lire sur http://www.maulpoix.net/poetepolice.html). La justice le reconnaît, Brice Petit n'a pas commis d'outrage, mais reste coupable de ne pas s'être tu... La mobilisation se poursuit.
Contact du comité de soutien : soutien_bpjmm@tierslivre.net.
Info : http://www.tierslivre.net/ ou http://www.maulpoix.net/

À Lyon , le premier arrondissement sous pression policière
Salvatore Cirincione, ancien militant des Brigades Rouges, en France depuis 15 ans et tout à fait en règle, est arrêté violemment, sans raisons, devant plusieurs personnes, qui sont braquées au Flashball quand elles tentent de lui venir en aide. Les pandores décident de «s'amuser un peu» avec lui. Ils partent à 150 km/h, en le jetant contre les portières dans les virages (Il est le seul sans ceinture, bien sûr menotté au point de ne plus sentir ses mains), et lui annoncent qu'ils vont le livrer aux carabiniers italiens. Finalement, ils le laissent au commissariat, non sans l'avoir prévenu «on se retrouvera sale rouge» en esquissant le salut nazi. Salvatore, emmené aux urgences après un malaise au commissariat, n'est aujourd'hui accusé de rien.
Deux jours plus tard, c'est le fils d'une famille gérante d'un kebab qui recevait un coup de Taser, encore une fois de la part de la BAC, qui intervenait après une petite embrouille, réglée sans elle.
Même si on peut considérer que les agissements de ces agents se rapprochent plus de ceux des milices fascistes que d'une «police républicaine», il ne faut pas oublier qu'ils correspondent aux politiques menées par la municipalité P«S» de gentrification des derniers quartiers populaires de la ville, avec la mise en coupe réglée des militants et des jeunes de ces quartiers.

> Alerte Bleue sur les quartiers... Ne baissons pas les bras !

À Lyon / Rencontre publique le samedi 22 octobre à 15 h – ESGC 44, rue St Georges – LYON 5e – métro : Vieux-Lyon. Avec *l'Observatoire des Libertés Publiques*, le réseau *Résistons Ensemble*, et l'association *Témoins*, entrée gratuite.
Face aux violences sécuritaires, témoignons et résistons !

Jeux d'oie «nouveaux terroristes» Prenez un grand bateau sans passagers, prenez une lutte contre la privatisation d'une compagnie de navigation accompagnée de centaines de licenciements, prenez des marins corses qui occupent sans violence leur lieu de travail : le bateau. Ensuite, prenez un gouvernement dont la politique consiste à casser à coup de répression toute lutte sociale (les lycéens, les postiers de Bègles....). Ensuite, prenez le groupe d'«élite» de l'armée, le GIGN. Vous y êtes. Nos héros descendent en filin de leur hélicoptère, menottent les 40 marins, en transfèrent quatre à la justice. Sous la pression de la lutte, ils seront finalement libérés, mais ils risquent 20 années de taule, au nom des lois «sécuritaires» pour «terrorisme» et «piraterie»... ça se passe en France, en 2005. Et si nous ne prenons pas garde nous y passerons tous.

> SUR LE ViF *En prison*

Zipriano Fernandez Garcia témoigne. Le 8 août était son dernier jour de prison. Sous le coup d'une d'interdiction de territoire, il devait être expulsé le lendemain vers l'Espagne. Zipriano se retrouve dans un étage vide, seul avec les encagoulés, les ERIS (Équipes Régionales d'Intervention et de Sécurité). *«Ils venaient toutes les cinq à dix minutes pendant toute la nuit. À 5 heures du matin, une nouvelle fouille a commencé. Une fois que j'ai été complètement nu, les ERIS m'ont sauté dessus pour m'ouvrir la bouche. Je suis tombé au sol, mais ils continuaient à essayer de m'ouvrir la bouche avec leurs mains gantées, en tirant sur mes membres, en me brutalisant, en me frappant. La bagarre a été forte. J'ai eu des marques sur le corps pendant deux semaines... On attend que tous les prisonniers soient dans leurs cellules, on demande aux matons d'aller ailleurs et on livre le prisonnier aux ERIS qui peuvent faire tout ce qu'ils veulent. C'est ça leur vrai rôle.»*
Le témoignage dans son intégralité sur www.resistons.lautre.net

> AGiR **Répression du mouvement lycéen**



Solidarité ! Le 06/10, le TGI de Paris a condamné, Antoine à 3 mois de prison avec sursis et 1 400 euros d'amendes et dommages et intérêts aux policiers pour violence et rébellion. **RDV au TGI de Paris M° Cité : le 13 octobre à 8h30 pour le procès d'Hicham ; le 18 novembre à 13h30 pour le procès en appel de Samuel. Le 12 octobre à 14h00 au TGI se tient au Mans le procès de deux lycéens et d'un instit de Sud éducation.** Et l'instruction se poursuit pour 13 lycéens et 1 prof qui risquent jusqu'à 5 ans de prison ferme. Il est clair que ce ne sont pas des « actes délictueux » qui sont jugés, mais bien un mouvement social tout entier, dont la répression policière n'avait pu venir à bout.
Soutien financier, à l'ordre de CDPE Paris – Souscription soutien Lycéens, à envoyer à : FCPE Paris, 14 rue d'Astorg, 75008 Paris.
Pétition : http://fcpe94.org – Contact : comite.soutien@laposte.net

«Vous nous prenez pour qui ?» En attente de son expulsion, [Barbe Makombo] est assignée à résidence jusqu'à ce que la police retrouve Rachel [15 ans] et Jonathan [14 ans]. Une fois «réunie», la famille sera renvoyée vers l'enfer [la République Démocratique du Congo] (3 millions de morts depuis 1998, le viol collectif considéré comme arme de guerre). Nous ne pouvons pas l'accepter.Nous avons retrouvé Rachel et Jonathan. Certains d'entre nous les ont aidés, cachés, hébergés, nourris et protégés de la police. Nous sommes prêts à continuer et à faire de même pour tout enfant se trouvant dans cette situation.
La pétition dans son intégralité sur www.educationsansfrontieres.org ou retourner les signatures à RESF s/c EDMP, 8 impasse Crozatier 75012 Paris.

Manifestation à l'appel du Collectif «17 octobre 1961» à la mémoire de centaines de manifestants algériens massacrés par le pouvoir colonial **le lundi 17 octobre, à 18h30 à Paris** – Pont Saint-Michel - Palais de Justice, M° Saint Michel.